

L'École du futur pour M. Darcos :

Dix curseurs bloqués pour la construction d'un système ultra libéral.

Pierre Frackowiak

On peut reprocher à M. DARCOS le mépris et parfois l'arrogance qu'il affiche à l'égard des enseignants, de leurs organisations syndicales, des mouvements d'éducation populaire. On peut lui reprocher l'absence de toute concertation. On ne peut lui reprocher sa ténacité à appliquer les orientations présidentielles avec une cohérence certaine, avec un rythme qui peut permettre de dissimuler cette cohérence et faire apparaître certaines mesures sous un jour positif à l'opinion publique sous informée sur ces questions. Rompant lui-même avec ses prises de positions antérieures à 2007, comme, par exemple, son accord avec les programmes de 2002, il milite à chaque instant, dans chacune de ses décisions sans exception, pour la construction d'un système éducatif ultra libéral. C'est une tendance historique nouvelle dans notre pays qui avait connu peu ou prou une période de continuité républicaine de 1969 à 2002/2005, avec une droite encore influencée par le gaullisme soucieux du rôle de l'Etat et une gauche modérée convaincue de la nécessité de réformer l'école mais ayant des difficultés, parfois par électoralisme à court terme, à aller au bout de ses projets. La rupture est brutale dans ce domaine comme dans d'autres (la crise, la santé, l'économie, la poste, etc) ; Il s'agit d'un choix idéologique clair, porté sans complexe par des responsables politiques qui adoptent le style du président, multipliant les effets d'annonces et refusant le dialogue vrai avec les partenaires du système. Il est d'ailleurs curieux de constater que l'on reproche durement à ceux qui s'opposent aux mesures ministérielles de le faire par idéologie quand on est soi-même engagé pleinement dans un véritable combat idéologique.

Il est vrai que, dans cette situation, les progressistes, les véritables réformateurs, ont comme le dit Philippe Meirieu dans un de ses livres, « le devoir de résister ». Car les enjeux vont bien au-delà des avatars de la vie politique et des effets d'annonces souvent remises en cause au contact des réalités. Il s'agit de concevoir et de construire la société du futur, de promouvoir une conception de l'Homme.

On reconnaîtra aisément que l'analyse des systèmes ne peut se réduire à un manichéisme excessif, mais il faut bien constater et s'en inquiéter que, pour l'heure, tous les curseurs sur toute une série de conceptions clés, des axes, sont poussés à fond vers le libéralisme, souvent lié à un conservatisme exacerbé, plutôt que vers des conceptions modernes, démocratiques et progressistes de l'éducation.

Pour l'école primaire, principale cible du ministre, on peut repérer au moins 10 axes qui sont développés et explicités d'une autre manière dans « L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société » (*), qui se croisent et se complètent, qui sont à la fois des révélateurs et des preuves :

1. De la transmission stricte des contenus disciplinaires à la construction des savoirs et des compétences par une démarche active des élèves eux-mêmes
2. Du dogmatisme à la recherche du sens des apprentissages scolaires et la production de sens
3. Du simple fabriqué artificiellement par les experts pour les élèves au complexe découvert et analysé par les élèves
4. Des savoirs et des compétences réduits au cadre scolaire à la prise en compte réelle et active des finalités et des valeurs dans tous les actes éducatifs
5. De l'élève considéré comme une personne à l'élève considéré comme un individu et un être social
6. De l'acceptation du déterminisme social et de la fatalité de l'échec avec des actions de bonne conscience (soutien gratuit et publicité déguisée pour le soutien payant) à la prise en considération des possibilités réelles de chaque enfant ou jeune dans le temps scolaire normal ou dans une nouvelle conception de la journée scolaire (plutôt que son alourdissement)
7. Du pilotage par les résultats (***) à l'accompagnement de la transformation des pratiques professionnelles
8. D'une conception classique de la formation des enseignants fondés sur la maîtrise des contenus disciplinaires à une conception faisant toute sa place à la pédagogie
9. D'un enseignement isolé de son environnement à une politique globale, territorialisée, de l'éducation avec les collectivités, les parents, les mouvements d'éducation populaires...
10. D'un mépris pour les enseignants du premier degré (SMA, campagne sur le soutien erroné plutôt que sur le temps scolaire lui-

même, déni de la pédagogie, primes, autoritarisme de l'encadrement...)
à la revalorisation de la place des enseignants dans la société éducative

Au total, la position des curseurs sur ces dix axes permet de dessiner le type d'homme et de société que l'on veut préparer. Nous allons à grands pas vers une société des gagnants (les autres, « on aura tout fait pour eux », mais ils perdent toujours, « on n'y peut rien »), une société où l'individualisme et la compétition pour les uns, la résignation pour les autres, sont exacerbées, une société où les inégalités et les tensions sociales, et donc la violence, ne peuvent que se développer, où les experts étouffent la démocratie. C'est le retour à l'élitisme et à la ségrégation.

En poussant les curseurs dans l'autre sens, résolument et avec tous les moyens nécessaires (et cela coûte cher), on peut avoir l'espoir de préparer une société démocratique, émancipatrice, fondée sur la confiance en l'homme et en ses possibilités de développement et de responsabilité, et sur une vision optimiste de sa place dans un monde en mouvement où les notions de société de la connaissance et de la communication, d'éducation tout au long de la vie, ne sont pas des coquilles vides ou des suppléments d'âme mais des lignes de force.

Pour cela, il faut lutter pour faire bouger tous les curseurs ... et le ministre.

(*) *L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?* Pierre Frackowiak et Philippe Meirieu. Editions de l'Aube

(**) Il ne s'agit pas du tout d'évaluation mais du contrôle de l'accumulation provisoire de savoirs factuels et de compétences mécaniques. Evaluer, c'est autre chose, c'est mesurer le changement et sa qualité (ce que je porte en moi, ce que je vau...). Et les compétences ne peuvent s'évaluer que dans des situations où l'élève est appelé à mobiliser toutes ses ressources dans un contexte représentatif. Il ne s'agit pas du constat de réponses à des exercices d'application...